

L'invité **LUCIEN COUSIN, PRÉSIDENT DU CLONG VOLONTARIAT**

Alors que 2011, année européenne du bénévolat et du volontariat, touche à sa fin, Lucien Cousin revisite les concepts de solidarité et de coopération. Il nous explique en quoi ils ont conduit le Clong Volontariat à ouvrir récemment son champ d'action à toutes les formes d'expatriation, pour promouvoir une coopération plus humaine et une meilleure qualité des séjours expatriés.

Repenser la réciprocité

Éclatement du Tiers Monde, émergence de nouvelles puissances, crises des systèmes occidentaux et printemps arabes, sont autant d'événements qui invitent les pays du Nord à considérer sous un nouveau jour les aspirations du Sud.

Alors que les volontaires ont longtemps suivi un flux unidirectionnel Nord-Sud, ne faut-il pas concevoir que les jeunes diplômés d'Inde,

du Brésil ou du Sénégal, puissent dorénavant prendre en charge leur propre développement, voire apporter aux pays du Nord leur

savoir-faire spécifique? Autrefois enclines à offrir leur aide aux pays en développement, nos sociétés doivent aujourd'hui apprendre à travailler dans un esprit d'entraide et de solidarité, fondé sur une réciprocité plus équilibrée.

Un volontariat d'échanges et de relations humaines¹

Peu reconnu, parfois dénigré, le volontariat connaît pourtant un regain d'intérêt et s'adapte aux évolutions du monde et de la société française. La demande sociale est très forte dans notre pays, avec des motifs variés: acquisition d'expérience, lutte contre la pauvreté, découverte de l'autre, pause professionnelle... Les formes d'engagement se sont progressivement diversifiées. En 2009, pour y faire face et avec l'appui des pouvoirs publics, l'AFVP² est devenue France Volontaires.

Depuis, la création du service civique et l'essor confirmé du mécénat, des vacances solidaires et autres, ont également poussé le Clong Volontariat à ouvrir son champ d'action à toutes les formes d'expatriation. Dans certains cas, le but recherché est le partage d'expériences, et l'attention portée à l'accompagnement des

personnes et au développement de coopérations basées avant tout sur l'échange. Dans d'autres situations, ces échanges mettent également en jeu des compétences et de l'expérience professionnelle, notamment dans les situations de crise humanitaire, dans la réalisation de projets durables, ou encore dans le renforcement institutionnel des partenaires. Le 8 novembre dernier, le Clong Volontariat a provoqué un débat au Parlement européen et demandé un soutien politique de l'Union européenne, au-delà de ses dispositifs spécifiques de volontariat (service volontaire européen, jeunesse en action, corps humanitaire), pour inciter les nombreux organismes des États membres à collaborer davantage entre eux dans leurs activités de volontariat avec leurs homologues des pays partenaires. Par ailleurs, il a été demandé aux instances européennes de faire prendre des mesures destinées à faciliter la réciprocité dans l'accueil de volontaires du Sud. Parce que la peur et la xénophobie se combattent d'abord par de vraies rencontres, chez les uns et chez les autres. ■

Voilà nos sociétés doivent apprendre à travailler dans un esprit d'entraide et de solidarité, fondé sur une réciprocité plus équilibrée. ■

Voir le site: www.clong-volontariat.org

¹ Voir l'étude IPSOS, commandée par le Clong Volontariat, sur la perception de leur séjour par d'anciens volontaires de solidarité internationale.

² Association française des volontaires du progrès.

Tribune **QUELLES PROPOSITIONS POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT ?**

Jean-Louis Vielajus, président de Coordination SUD.

Face aux inégalités croissantes et à un monde globalisé qui hypothèque toujours plus ses ressources naturelles, Coordination SUD estime qu'il est nécessaire, pour les partis politiques, de prendre des engagements forts sur les thèmes de la solidarité internationale à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012... et de les suivre.

Les promesses n'engagent-elles que ceux qui les écoutent? La 4^e comme la 5^e République, en France, nous ont habitués à cette pratique. Devons-nous lâcher prise ou, au contraire, résister et insister pour connaître les positions des candidats à l'élection présidentielle sur les enjeux de la solidarité internationale?

Pour Coordination SUD, le choix est clair: nous résistons au découragement, nous insistons sur les prises d'engagement et nous en prenons acte pour les suivre sur la durée d'un quinquennat. Nous aurons, dans les mois à venir, quelques questions simples à poser aux candidats à l'élection présidentielle. Ces questions encadrent, de notre point de vue,

l'orientation de la politique française de coopération internationale.

Marquer le positionnement des candidats

Tout d'abord, il est important de clarifier les principes de cette coopération. Comment prend-elle en compte la primauté des droits humains, économiques et sociaux? Comment s'appuie-t-elle sur des régulations internationales fortes et contraignantes? Comment conjugue-t-elle démocratie et développement?

Ensuite, il apparaît primordial de favoriser un débat national. Les candidats sont-ils favorables à une loi de programmation pour la coopération au développement, qui demande un débat parlementaire à l'Assemblée nationale comme au Sénat?

Les réductions budgétaires liées à la crise toucheront-elles l'aide publique au développement? Les candidats maintiendront-ils l'engagement de 0,7 % du PIB pour l'aide publique au développement? Alors que le G20 a admis du bout des lèvres la pertinence des taxes sur les transactions financières, la France de 2012 prendra-t-elle une initiative? Le quinquennat à venir est riche en rendez-vous internationaux. OMD +15, conférences

sur le changement climatique et le développement durable, suivi des initiatives du G20: comment chaque candidat voit-il ces échéances, quelles positions va-t-il défendre et promouvoir dans les cinq années à venir?

Quelle place pour la société civile?

La promesse d'un soutien accru à l'action des ONG françaises, dans le champ du développement comme dans celui de l'humanitaire, est restée, depuis des années, lettre morte. Les candidats à la présidentielle reconnaissent-ils la contribution réelle des ONG, tant dans leur action internationale que dans leurs activités d'éducation au développement? S'engagent-ils à les soutenir à hauteur de la moyenne européenne?

Enfin, les citoyens, les acteurs privés, mais aussi les collectivités territoriales et les parlements, doivent pouvoir jouer un rôle essentiel pour bâtir de nouvelles solidarités, en partant du niveau local au sein de chaque pays et entre les pays, et aboutir à des décisions plus proches des attentes des populations. Quels efforts sont consentis pour une plus grande cohérence des politiques publiques avec les objectifs globaux de développement, pour ne pas prendre d'une main ce qui est donné de l'autre? ■

populations. Quels efforts sont consentis pour une plus grande cohérence des politiques publiques avec les objectifs globaux de développement, pour ne pas prendre d'une main ce qui est donné de l'autre? ■

3 questions à **Benoît Miribel,** président d'Action contre la Faim.

NDS: Quels sont les principaux constats et recommandations du rapport Boinet/Miribel?

BD: Notre rapport intitulé « Analyses et propositions pour l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise » préconise la définition d'une politique humanitaire inscrite dans une programmation pluriannuelle pour: 1) promouvoir le Consensus humanitaire européen comme cadre de référence de la politique humanitaire française; 2) accroître les ressources financières dédiées à l'action humanitaire; 3) organiser un cadre de concertation régulier entre le MAEE et les ONG humanitaires; 4) défendre les principes humanitaires dans le cadre de la réforme de l'ONU.

NDS: Comment se situe la France par rapport aux autres États européens dans sa stratégie humanitaire?

BD: La France est l'un des États membres qui a la plus grande densité d'ONG intervenant dans des contextes de crise ou post-crise. L'État français reste l'un des premiers contributeurs européens en termes de financements dédiés à l'action humanitaire. Mais à la différence de l'Angleterre, de la Suède et de l'Espagne, il n'a pas de stratégie concertée et pluriannuelle dans ce domaine.

NDS: Quels sont les enjeux liés à la Conférence nationale humanitaire? Quelles sont les prochaines étapes à mettre en œuvre au niveau français?

BD: Cette conférence marque une étape dans les relations entre pouvoirs publics et acteurs de l'humanitaire. Ceux-ci affirment leur indépendance vis-à-vis des États, mais ils ont besoin que les États garantissent, au plan international, les conditions d'intervention auprès des plus vulnérables dans des contextes de crise. À cet égard, la France doit être plus active aux Nations Unies comme à l'UE. Les ONG françaises ont besoin que l'État garantisse aussi l'accès à des moyens financiers tels que la défiscalisation du don. Succès de cette première Conférence nationale humanitaire, Alain Juppé s'est engagé à la rédaction d'un document cadre de stratégie humanitaire d'ici le printemps. Avec celui sur la coopération au développement, il devrait favoriser peu à peu l'implication d'un plus grand nombre d'élus sur les enjeux humanitaires et de développement. ■

RETROUVEZ TOUTES LES DATES DE L'AGENDA ET LES ACTUALITÉS
WWW.COORDINATIONSUD.ORG

G20: POLITIQUE DES PETITS PAS ET DES PETITES MESURES
PAGE 2

QUELLES PROPOSITIONS POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT ?
PAGE 4

LUCIEN COUSIN, PRÉSIDENT DU CLONG VOLONTARIAT
PAGE 4

NDS **LES NOUVELLES DE SUD** Hiver 2011

LE BULLETIN D'INFORMATION DE COORDINATION SUD #145

Vie des commissions **COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: PLACE AUX PAYSANS!**

Cinq membres de la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination SUD -aGter, CCFD-Terre solidaire, Gret, Oxfam France et Peuples solidaires- étaient présents à la 37^e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale organisée à Rome du 17 au 22 octobre. Au final, des avancées sur le foncier et le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire, mais des conclusions sur la volatilité des prix très décevantes.

Laurent LEVARD, chef de file de la C2A, responsable de programmes au Gret.

Organisme créé en 1974 dans le cadre des Nations Unies, le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) a été profondément réformé en 2009. Le CSA se veut un lieu d'expertise, d'échange d'expériences, de débats, de coordination et de suivi des politiques agricoles et alimentaires. Il s'est notamment doté d'un Panel d'experts de haut niveau et d'un mécanisme formel de représentation de la société civile. Celle-ci participe ainsi à l'ensemble des négociations, au même titre que les États membres. Le CSA a pris acte que les négociations

relatives aux Directives volontaires à l'attention des États membres sur la gouvernance du foncier n'avaient pas encore abouti. Les points déjà négociés font apparaître des avancées positives, notamment en matière de reconnaissance des droits des communautés locales. On est cependant encore loin d'un cadre juridique international contraignant qui serait garant d'une véritable protection de ces communautés et des agriculteurs, notamment face au phénomène d'accaparement des terres qui dévaste les pays en développement. Les négociations devraient être finalisées au plus tard début 2012. Concernant la volatilité des prix, le CSA a surtout repris les décisions du G20 agricole de juin, alors que le Panel d'experts de haut niveau,



soutenu par la société civile, avait suggéré des mesures plus ambitieuses (coordination internationale en matière de stocks alimentaires, mise en débat des règles sur le commerce agricole, abandon des politiques de soutien aux agrocarburants). Il existe de nombreuses oppositions, notamment de la part des grands pays exportateurs, à ce que le CSA s'empare de questions-clés traitées aujourd'hui dans le cadre de l'OMC ou du G20. Pour les organisations membres de la Commission agriculture et alimentation de Coordination SUD, le renforcement du CSA constitue au contraire un enjeu important afin que les questions agricoles soient abordées prioritairement sous l'angle de la sécurité alimentaire, dans le cadre des Nations Unies et avec la participation de la société civile. ■

Coordination SUD Solidarité Urgence Développement
ÉDITEUR COORDINATION SUD 14, passage Dubail 75010 Paris
Tél.: 01 44 72 93 72 Fax: 01 44 72 93 73 sud@coordinationsud.org
Directeur de publication: Jean-Louis Vielajus
Rédacteur en chef: Daniel Verger - Coordonnatrices: Karine Meaux et Chantal Duray-Soundron
Imprimeur: Gélys - Dépôt légal à parution ISSN 1267-6947
Les positions exprimées dans le bulletin engagent leurs auteurs, et ne sauraient représenter le point de vue officiel de Coordination SUD.
Abonnement, nous contacter: meaux@coordinationsud.org

A SUIVRE
DIRECTIVES VOLONTAIRES SUR LE FONCIER
Début 2012, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale devrait se réunir en session extraordinaire pour faire aboutir les négociations sur les directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers des terres, pêches et forêts. La société civile est associée à ce processus.

Daniel VERGER,
directeur exécutif
de Coordination SUD.

Nouveau
monde cherche
nouvelles
idées

Le sommet du G20 à Cannes a été marqué par la crise de la dette grecque et ses prolongements sur la zone euro. Les crises financières et économiques appellent des réponses qui mettent au centre les peuples et leurs espérances, pas la finance.

Si la rencontre du G20 a marqué quelques avancées, notamment sur le financement des changements climatiques, les socles de protection sociale ou la taxe sur les transactions financières, les résultats restent en deçà du sursaut nécessaire pour bâtir un monde plus juste. Les dirigeants des pays les plus puissants proposent des solutions techniques qui ne remettent pas suffisamment en cause les dysfonctionnements actuels de la mondialisation.

Nous avons besoin d'un nouveau souffle, d'un nouveau projet porteur de sens pour bâtir un monde équitable et solidaire. Pour cela, une gouvernance mondiale renouée, qui donne pleinement sa place aux Nations Unies, est nécessaire.

Les grands fora sont souvent utiles. Mais une gouvernance renouée a aussi besoin d'une participation démocratique renforcée, qui fasse véritablement entendre la parole des peuples. Une attention particulière doit être accordée à la participation des groupes les plus marginalisés. La société civile a démontré la pertinence de son expertise et des propositions qu'elle a défendues pour un monde plus juste et équitable. Nous poursuivrons notre engagement sans renoncer, sans nous décourager, car progressivement nos idées gagnent du terrain. Les prochaines élections présidentielles et législatives en France en 2012 doivent être à nouveau l'occasion de porter haut la voix des groupes vulnérables et les propositions des organisations qui s'engagent à leurs côtés. ■

G20: POLITIQUE DES PETITS PAS ET DES PETITES MESURES

À force de discussions, les ONG ont obtenu que 115 de leurs représentants soient au plus près de la rencontre des chefs d'État du G20 de Cannes. Protection sociale, paradis fiscaux, taxation des transactions financières, politique agricole... figuraient à l'agenda. Mais pour des résultats assez minces.

Nathalie Dupont,
responsable du pôle plaidoyer
de Coordination SUD.

« À nouveau monde, nouvelles idées ». Tout au long de l'année, les ONG françaises réunies au sein de la coalition AMCP/Coordination SUD n'ont cessé d'interroger la présidence française sur la réalité de ce slogan imaginé pour le G8-G20. « Nouveaux défis, nouvelles responsabilités », avons-nous titré plein d'espoir dans nos documents de plaidoyer en avril, suivis en juin d'un acerbé « nouveau monde... et vieilles recettes », et enfin en novembre « un nouveau monde... où rien ne bouge ». Nous avons, néanmoins, été de plus en plus nombreux à nous investir au-

tour de ce G20, croyant au fond, que ce forum sans autre légitimité que la force économique de ses membres, pouvait quand même - devait même - émettre des propositions fortes et historiques pour repousser le tsunami de crises.

La coalition AMCP/Coordination SUD s'est mise en place fin 2010 pour construire le dialogue avec la présidence française et assurer la coordination avec les réseaux internationaux. Les premiers mois de l'année 2011 ont été marqués par l'absence d'ouverture du Gouvernement. À peine étions-nous informés. Il a fallu attendre la rentrée de septembre pour que les choses s'accélérent brusquement, que les portes s'ouvrent, que les discussions se fassent plus libres. En quelques mois, nous avons obtenu des rencontres avec l'équipe sherpa du développement et des finances, avec les ministres de l'Agriculture et de l'Emploi, puis avec un ensemble de sherpas des pays du G20 lors de leur dernière plénière, le 30 septembre. Enfin juste avant le sommet, le 2 novembre, nous rencontrions Nicolas Sarkozy. Ce matin-là, il recevait aussi les autres parties prenantes, entreprises et syndicats. Pour le sommet de Cannes, le gouvernement a cédé à nos vœux insistants en nous accordant 115 accréditations au Palais des Festivals (où se tenait la rencontre des chefs d'État), dont 15 pour des représentants des pays les moins avancés.

Qu'attendions-nous de ce G20?

D'abord la reconnaissance du lien entre mal développement et non régulation des acteurs privés et évasion fiscale; mais aussi entre mal développement et absence de protection sociale. Notre vision s'est articulée en cinq propositions clés: 1) adopter une approche du développement basée sur la réalisation des droits humains et donc un haut niveau de protection sociale; 2) en finir avec les paradis fiscaux et l'évasion fiscale qui vident les États souverains de leurs recettes budgétaires; 3) mettre en place une taxation des transactions financières (TTF) pour financer les enjeux de développement et de climat; 4) prendre

Les paradis fiscaux les plus nocifs restent des territoires de pays membres du G20.

des mesures de régulation sur les marchés agricoles et appuyer l'agriculture paysanne pour assurer une sécurité alimentaire pour tous; 5) prendre des mesures contraignantes en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises et veiller à ce que les normes de l'OIT en matière de travail soient appliquées, afin que l'ensemble des citoyens accèdent à un partage équitable des richesses produites.

Des déclarations d'intentions plus que des engagements réels

En matière de protection sociale, le G20 a pour la première fois reconnu le lien avec le développement. On peut s'en féliciter. Le G20 a aussi reconnu qu'il « était important d'investir dans des socles de protection sociale définis au niveau national » mais ►

Chaque année, près de 800 milliards d'euros de flux illicites s'échappent via l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. En 2008, le volume des transactions financières était 74 fois plus élevé que le PIB mondial.

180 milliards de dollars: montant des ressources additionnelles nécessaires pour financer les OMD d'ici 2015.

100 milliards de dollars: montant des ressources nécessaires pour alimenter le fond vert chaque année entre 2012 et 2020.

300 milliards de dollars: montant que produirait une TTF mondiale à une taxation moyenne de 0,01 % (650 milliards pour une taxation de 0,05 %).

► cela ne concerne que les seuls pays du G20, qui plus est sans mesures concrètes de mise en œuvre. Sur le dossier majeur des paradis fiscaux, le G20 fait le lien entre évasion fiscale et développement, mais l'oublie dans l'agenda principal de la régulation financière. Il affirme, suivant la nouvelle liste de l'OCDE, que seuls 11 paradis fiscaux existent encore, ce qui ne reflète pas la réalité, loin s'en faut. Les accords d'échanges d'information, signés par une soixantaine d'autres juridictions, censés faire disparaître l'opacité, ne présument en rien de la qualité et de la réalité effective de ces échanges. Le Forum Global de l'OCDE, qui en fait l'évaluation permanente, a bien du travail encore avant de finir ne serait-ce que la vérification des normes de conformité des traités. De plus, les paradis fiscaux les plus nocifs restent des territoires de pays membres du G20. Enfin rien n'a été dit au sujet du reporting pays par pays. Or, là est la clé de la transparence au niveau des firmes multinationales.

Le G20 a reconnu pour la première fois l'utilité des financements innovants pour le développement, mais il ne s'engage en rien.

Concernant les financements innovants et la TTF, le G20 a reconnu pour la première fois leur utilité pour le développement, mais il ne s'engage en rien et les quelques pays intéressés n'ont signé aucun traité. Nous attendions pourtant fortement la mise en place d'une coalition de pays pionniers de façon à ce que de réelles mesures soient effectivement engagées dès début 2012 au-delà de l'Europe. L'espoir réside maintenant dans le spectaculaire retournement de Jacob Zuma et Dilma Rousseff qui, en dernière minute, se sont prononcés en faveur de la

TTF. L'adhésion à d'autres pays que l'Europe pour cette taxe est absolument nécessaire, non seulement pour la diffusion de l'idée à d'autres continents, mais aussi pour asseoir son assise et sa faisabilité.

Enfin, à propos du défi que posent l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le monde, pouvoir est donné aux régulateurs pour prévenir les abus des marchés financiers agricoles et fixer des limites de position. Mais rien n'est prévu pour améliorer la régulation commerciale qui permettrait de mieux gérer les volumes physiques, notamment par la création de stocks de prévention. À la place, a été décidée la mise en place d'un système d'information des marchés et d'un forum de réponse rapide.

Cela ne fera que prévenir l'imminence d'une crise alimentaire, sans l'en empêcher. Et concernant l'augmentation nécessaire de la production pour faire face à une population mondiale de 9 milliards d'habitants, l'accent est mis uniquement sur la recherche scientifique et non sur les capacités du 1,8 milliard de petits producteurs existants, ni sur une réalité niée: le détournement de nombreuses terres à des fins non alimentaires, notamment pour la production de biocarburants. Un mot, enfin, sur le reste de l'agenda développement du G20, centré essentiellement sur les infrastructures. Une liste d'une dizaine de grands projets, surtout régionaux et censés dynamiser la croissance, a été proposée. Seuls des acteurs privés - mais ainsi au défi d'investir dans les PMA - figuraient dans le panel des experts qui se sont prononcés sur les critères de sélection de ces projets. Les pays destinataires n'ont pas été

consultés. Encore moins les organisations de la société civile défendant les intérêts des communautés locales. Était-ce la meilleure approche?

Aller plus loin

Signe des temps, alors que l'accélération de la mondialisation oblige à une globalisation urgente de certaines mesures, notamment en termes de régulation et de fiscalité, la gouvernance mondiale peine à être à la hauteur et à prendre le chemin des réformes, tant les économies et les intérêts sont divergents. Des idées émergent au G20, mais elles peinent à prendre corps. Néanmoins, sous la poussée ultime de leurs sociétés civiles, les présidents sud africain et brésilien ont changé d'avis concernant la TTF... Aller plus loin est donc peut être possible au sein du G20, aussi imparfait soit-il notamment dans sa représentativité des problèmes mondiaux.

À nous donc de renforcer nos liens avec les partenaires de la société civile des autres pays pour faire sauter les verrous de blocage. Nous devons aussi effectuer un suivi des rares engagements du G20 car eux-mêmes n'ont prévu aucun mécanisme en la matière, nous assurer par exemple que les socles de protection sociale souhaités se mettent réellement en place...

Au G20 de Mexico nous porterons quatre demandes:

- 1) l'ouverture du G20 à d'autres pays, surtout les PMA;
- 2) la continuité dans le débat, les décisions et le renforcement du travail avec les instances multilatérales légitimes;
- 3) la mise en place d'un mécanisme permettant la redevabilité;
- 4) un dialogue renforcé avec la société civile, ne serait-ce, pour commencer, que sur la pertinence de l'agenda... ■

4^e FORUM DE HAUT NIVEAU SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE

> Le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide s'est tenu à Busan, en Corée du Sud, du 29 novembre au 1^{er} décembre.

Lors du forum d'Accra, en 2008, les organisations de la société civile (OSC) ont été reconnues comme acteurs du développement de plein droit. Elles ont alors décidé de réfléchir à leur propre efficacité. Le 4^e Forum a été le lieu de la rencontre de l'efficacité de l'aide des bailleurs et de l'efficacité de la contribution des OSC au développement. Ces dernières sont engagées sur huit principes, dits « principes d'Istanbul », pour garantir leur efficacité qui passe aussi par un environnement favorable à leur activité. Les gouvernements doivent s'engager sur ce point.

17^e CONFÉRENCE DES PARTIES SUR LE CLIMAT

> Durban, en Afrique du Sud, a accueilli la 17^e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, du 28 novembre au 9 décembre.

Les pays du Sud sont les premières victimes du changement climatique alors même que leur responsabilité est limitée. Le cadre multilatéral de ces négociations internationales permet de faire entendre leur voix au même titre que les pays du Nord. À Durban, Coordination SUD, ses membres et des partenaires internationaux ont organisé différents ateliers parallèles sur l'adaptation au changement climatique, l'agriculture et les financements.

FORUM MONDIAL DE L'EAU

> Du 12 au 17 mars 2012 se tiendra à Marseille le 6^e Forum mondial de l'eau. Présenté comme le Forum des solutions, il abordera surtout les avancées technologiques et « l'excellence française ».

Coordination SUD souhaite y porter une autre voix: celle des usagers de l'eau agricole et des paysans qui ont besoin de sécuriser leur droit d'accès à l'eau pour produire des aliments et nourrir leurs troupeaux. Coordination SUD participera parallèlement au Forum alternatif mondial de l'eau (du 10 au 18 mars 2012), forum des luttes et des solidarités, pour interpeller société civile et médias sur ces mêmes questions.

« Les Peuples d'abord, pas la finance ! »

Nathalie Péré-Marzano, vice-présidente de Coordination SUD et déléguée générale du Crid, revient sur l'alterG20 à Nice: « Avec 12.000 personnes à la marche festive d'ouverture et une couverture médiatique rarement atteinte ces derniers temps sur ce type de mobilisation internationale, les organisations et réseaux impliqués dans la « coalition G8-G20 2011 » ont réussi leur pari: faire entendre leurs voix, leurs propositions et analyses, au travers de débats ou d'actions de rue.

Du 1^{er} au 4 novembre, une quarantaine d'organisations, réseaux et mouvements sociaux français, avec leurs homologues européens, brésiliens, mexicains ou américains, ont fait face aux chefs d'État

du G20 pour leur rappeler l'impératif de faire passer l'intérêt des populations avant ceux des marchés financiers.

Organisé autour de six thématiques, l'alterG20 aura permis de faire entendre nos propositions alternatives face aux plans d'austérité, à l'absence de volonté politique pour réguler la finance ou la volatilité des prix des matières premières, notamment agricoles. Nous avons dénoncé un modèle de développement qui, au Nord comme dans les pays émergents, accentue la pression sur des ressources naturelles, pourtant limitées, et creuse les inégalités. De Durban en novembre 2011 à Rio en juin 2012, ces propositions s'enrichissent grâce aux mobilisations citoyennes prévues. »

À LIRE

RAPPORT PNUD 2011

Le Rapport du PNUD 2011 pointe les défis prioritaires en matière de durabilité et d'équité. Il présente les mesures à prendre aux niveaux national et mondial. <http://undp.org>

À FAIRE

ATELIER SUR LES ENJEUX EUROPÉENS

Des évolutions institutionnelles et politiques majeures sont en cours au sein de l'UE. Elles touchent les politiques de développement et d'aide humanitaire de l'UE. Coordination SUD organise le 24 janvier un atelier d'information à destination de ses membres sur les évolutions et enjeux européens en matière de solidarité internationale.

À SUIVRE

RESSOURCES HUMAINES DES ONG

Afin d'avoir une vision claire sur les enjeux et besoins en matière de gestion des ressources humaines des ONG de solidarité internationale, Coordination SUD a réalisé une étude auprès d'une centaine d'entre elles. Les résultats mettent en évidence un certain nombre d'enjeux partagés: cohésion d'équipe, maîtrise des coûts dans un contexte économique difficile et nécessité d'anticiper les besoins. L'étude est consultable sur le site de Coordination SUD. www.coordinationsud.org